

# L'affaire Dreyfus : l'affirmation des valeurs républicaines

## Comment l'affaire Dreyfus contribue-t-elle à renforcer la République ?

### 1 Dreyfus accusé

Aujourd'hui, 22 décembre 1894, le premier conseil de guerre permanent du gouvernement militaire de Paris [...] a déclaré le nommé Dreyfus Alfred, capitaine breveté au 14e régiment d'artillerie, stagiaire à l'état-major de l'armée :

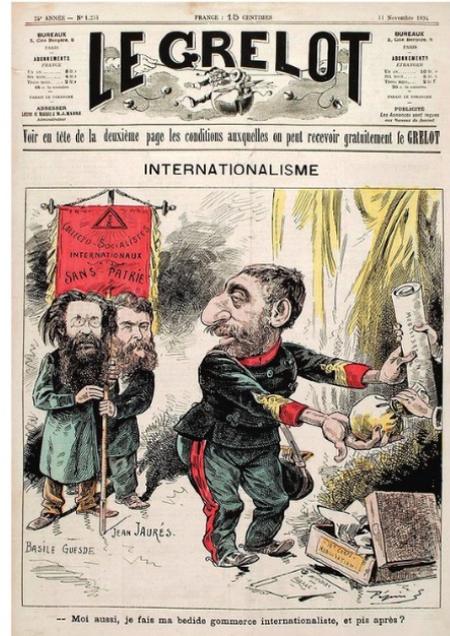
à l'unanimité coupable d'avoir en 1894, à Paris, livré à une puissance étrangère ou à des agents, un certain nombre de documents secrets ou confidentiels intéressant la défense nationale et avoir ainsi entretenu des intelligences avec cette puissance ou avec des agents pour procurer à cette puissance [...] les moyens de commettre des hostilités ou d'entreprendre la guerre contre la France.

En conséquence, ledit conseil condamne à l'unanimité le nommé Dreyfus Alfred [...] à la peine de la déportation dans une enceinte fortifiée et à la dégradation militaire [...].

Signalement du nommé Dreyfus Alfred, fils de Raphaël et de Jeannette Lippmann, né le 9 octobre 1859 à Mulhouse, département du Haut-Rhin [...], taille d'un mètre 760 millimètres, cheveux sourcils châains, front découvert, yeux bleus, nez busqué, bouche grande, menton rond, visage ovale, teint ordinaire.

Acte d'accusation du capitaine Dreyfus, 22 décembre 1894.

### 2 Dreyfus médiatisé, l'opinion divisée



Édouard Pépin, *Internationalisme*, 11 novembre 1894, une du quotidien *Le Grelot*.

### 3 Dreyfus défendu, lutter contre l'antisémitisme

« Lettre à Monsieur Félix Faure, Président de la République [...] La vérité est en marche et rien ne l'arrêtera. C'est d'aujourd'hui seulement que l'affaire commence, puisqu'aujourd'hui seulement les positions sont nettes : d'une part, les coupables qui ne veulent pas que la lumière se fasse; de l'autre, les justiciers qui donneront leur vie pour qu'elle soit faite. [...] »

J'accuse le lieutenant-colonel du Paty de Clam d'avoir été l'ouvrier diabolique de l'erreur judiciaire, en inconscient, je veux le croire, et d'avoir ensuite défendu son œuvre néfaste, depuis trois ans, par les machinations les plus saugrenues et les plus coupables. [...]

J'accuse le général Billot d'avoir eu entre les mains les preuves certaines de l'innocence de Dreyfus et de les avoir étouffées, de s'être rendu coupable de ce crime de

lèse-humanité et de lèse-justice<sup>1</sup>, dans un but politique et pour sauver l'état-major compromis. [...]

J'accuse les bureaux de la guerre d'avoir mené dans la presse une campagne abominable, pour égarer l'opinion et couvrir leur faute.

J'accuse enfin le premier conseil de guerre d'avoir violé le droit, en condamnant un accusé sur une pièce restée secrète, et j'accuse le second conseil de guerre d'avoir couvert cette illégalité, par ordre, en commettant à son tour le crime juridique d'acquitter sciemment un coupable. »

Émile Zola, « J'accuse... ! », publié dans *L'Aurore*, 13 janvier 1898.

1. Lèse signifie (ici) que l'humanité et la justice ont été attaquées, bafouées.

**Montrez en quoi l'affaire Dreyfus est un combat pour les valeurs et les principes républicains.**

---

---

---

---

---

---

---

---

## I. Une affaire d'espionnage

En septembre 1894, l'état-major français découvre un « bordereau », annonçant l'envoi de documents militaires en Allemagne. Les soupçons se portent, sans preuve, sur un jeune capitaine juif alsacien, Alfred Dreyfus. Le 22 décembre 1894, en s'appuyant sur des documents falsifiés, le conseil de guerre condamne Dreyfus à la dégradation militaire et à la déportation sur l'île du Diable (doc. 1). Seuls sa famille et quelques proches sont convaincus de son innocence.

## II. Une affaire politique, une affaire d'opinion

L'affaire Dreyfus révèle deux tendances politiques opposées : dreyfusards et antidreyfusards. Les premiers, au sein de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen, militent pour la révision du procès au nom de la justice et de la vérité. Les seconds, avec la Ligue des patriotes, défendent la nation, l'honneur, la raison d'État. La presse reflète la lutte entre les deux camps (doc. 2). Le journal *La Libre Parole* d'Édouard Drumont délivre un message nationaliste et violemment antisémite. À l'opposé, des intellectuels s'engagent comme Zola qui publie son article « J'accuse... ! » dans *L'Aurore* en 1898.

## III. L'affaire : un « événement fondateur » de la République

En juin 1899, lors d'un nouveau procès, Dreyfus est jugé coupable mais gracié. Ce compromis ménage les institutions tout en rendant sa liberté à Dreyfus. Il est réhabilité en 1906. La grâce de Dreyfus signe la défaite des nationalistes. La politique de « défense républicaine », conduite par Waldeck Rousseau, regroupe tous les partis républicains et remporte les élections de 1899. L'affaire Dreyfus a permis d'associer la République aux valeurs de justice, de raison, de droits de l'homme, de rejet du racisme et de l'antisémitisme (doc. 3).

### VOCABULAIRE

**Antidreyfusards :** partisans de la culpabilité de Dreyfus. Ils refusent toute révision du procès au nom du « culte de l'armée », de la cohésion nationale, le tout sur fond d'antisémitisme.

**Dreyfusards :** partisans de l'innocence de Dreyfus. Ils sont associés à la défense du droit, de la justice et de la vérité.

**Nationalisme :** doctrine fondée sur l'exaltation du sentiment d'appartenance à une nation.

**Raison d'État :** principe d'action politique au nom duquel un État s'autorise à violer le droit au nom d'un critère supérieur.

### L'Affaire, les affaires

